



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
AMBASSADE DE FRANCE EN RUSSIE

FICHE RUSSIE

L'enseignement supérieur russe, qui avait été profondément mis à mal par la période de transition qui a suivi l'éclatement de l'URSS, a profondément évolué ces dernières années. Les universités russes doivent néanmoins encore faire face à plusieurs défis hérités de cette période, et font l'objet de réformes régulières, et tout particulièrement depuis 2009.

Bien que devenu progressivement payant dans la majorité des EES, y compris publics, l'enseignement supérieur a connu une forte massification : en 1993-1994, on comptait 626 EES pour 2,6 millions d'étudiants, en 2012, 1080 EES pour 6,5 millions d'étudiants. En effet l'accès à l'enseignement supérieur a été élargi, notamment avec l'ouverture d'EES privés (446 EES privés et 634 EES publics recensés en 2012), tandis que les diplômés ont servi de valeurs refuge en période d'incertitude. La course aux diplômés a affaibli l'ensemble du système en contribuant à la baisse de la qualité de certaines formations et à la dévaluation des diplômés.

En outre, force est de constater une inadéquation entre les formations proposées et les besoins réels de l'économie : les universités forment plus de juristes, de financiers et de managers (formations très populaires chez les jeunes Russes) que d'ingénieurs ; en même temps, plus de la moitié des diplômés travaillent dans un domaine étranger à leur formation. Le gouvernement tente de répondre à ce problème par une politique d'incitation vers les filières jugées prioritaires (par exemple, en augmentant le nombre de places de boursiers dans les formations en sciences de l'ingénieur et, inversement, en réduisant ce nombre dans les formations en management mais aussi en sciences humaines). Cette problématique de la formation des cadres prend une tournure cruciale au regard de la crise démographique du pays : selon certaines estimations, le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur devrait chuter à 5,5 millions en 2015 (le pic du nombre d'étudiants ayant été atteint en 2008, avec 7,5 millions).

Enfin, l'enseignement supérieur russe est, lui aussi, soumis aux pressions de la concurrence internationale. Sa perte d'attractivité, notamment auprès de son public traditionnel, les étudiants issus des pays de la CEI, en est un symptôme éloquent. En 2011, la Russie ne recevait que 3,7% des flux d'étudiants étrangers en mobilité. Des mesures ont été prises pour favoriser l'intégration internationale du pays comme l'adhésion au système européen de l'enseignement supérieur et au processus de Bologne, ou encore la reconnaissance automatique des diplômes délivrés par 200 universités étrangères, sélectionnées par le gouvernement selon leur palmarès dans trois classements internationaux de type Shangai (5 EES français seulement sont compris dans cette liste). Mais si la Russie peut se féliciter d'un niveau général élevé de formation, la faible productivité de sa recherche (0,1% des brevets délivrés par le bureau américain des brevets USPTO) et de son économie (67^{ème} économie en 2012 selon l'index de compétitivité calculé par le Forum économique mondial de Davos) est toujours pointée du doigt. La modernisation du système de formation est devenue, à cet égard, une priorité nationale.

Le système d'enseignement supérieur a ainsi fait l'objet de nombreuses réformes depuis deux décennies. Depuis 2004, ces réformes s'inscrivent toutes dans une stratégie plus globale de modernisation du pays et de diversification de l'économie, fortement dépendante de la rente énergétique, en renforçant le secteur de l'innovation et des hautes technologies. Internationalisation de l'enseignement, fusion et concentration des EES pour atteindre une masse critique, prise en compte de la révolution numérique, mais aussi adoption de critères d'efficacité, voire de rentabilité, tels sont les grands axes de cette politique, accentuée en 2009. Et dans cette perspective, le Ministère russe a pris en 2012 des mesures fermes pour lutter contre les diplômés de complaisance.

En 2012 a eu lieu un *monitoring* de l'efficacité des EES publics, qui a eu pour résultat d'en classer 126 comme « non effectifs » (nombre réduit à 30 après une vague de protestations concernant les critères du classement), destinés à être absorbés par d'autres établissements. Entre 2009 et 2013, le processus de fusion a conduit à la diminution de 80 du nombre d'EES (en majorité publics). Autre exemple récent, en 2013, le président Poutine a donné pour objectif d'ici 2020 de faire entrer 5 EES russes parmi les 100 meilleurs internationaux : 15 EES ont été sélectionnés pour atteindre cet objectif, et 42,5 milliards de roubles sur 4 ans y sont dédiés.

Enfin, une nouvelle loi sur l'enseignement supérieur est entrée en vigueur au 1^{er} septembre 2013. Elle sanctuarise notamment le *monitoring* annuel des EES, publics et privés, ainsi que la transparence obligatoire des EES sur leurs programmes et leurs conditions d'admission, le tout dans un objectif affiché d'amélioration de la qualité de l'offre russe d'enseignement supérieur, y compris sur la scène internationale. Elle autorise également les 40 EES russes « leader » (voir *infra*) à reconnaître les diplômes des étudiants étrangers poursuivant leurs études chez eux.

I. Organisation de l'enseignement supérieur

1.1 Les différents types d'établissements d'enseignement supérieur

Il existe en Russie des EES d'Etat (publics) et des EES privés. La différence principale entre un EES privé et public réside dans la nature de ses fondateurs et la source de ses financements. Un EES d'Etat est créé soit par le gouvernement fédéral, soit par les organes du pouvoir exécutif local (au niveau des sujets de la Fédération). En principe, tous les EES publics sont reconnaissables au fait qu'ils ont l'adjectif « d'Etat » dans leur appellation, mais il existe des exceptions.

Chaque EES a un statut et est un sujet autonome en droit. L'EES doit être titulaire d'une licence qui donne le droit à une activité d'enseignement. Pour avoir le droit de délivrer des diplômes reconnus par l'Etat, l'EES doit être accrédité (opération à renouveler tous les 5 ans).

La licence (le droit d'enseigner) est délivrée au niveau fédéral par le Ministère de l'Education et de la Science. La licence est accompagnée d'une liste de « programmes d'éducation », spécialités dans lesquelles l'EES a le droit d'exercer une activité.

La licence est différente de l'accréditation, qui est donnée pour un temps limité et précise les domaines dans lesquels l'EES a le droit de délivrer des documents de nature étatique (diplômes). En principe, tous les EES publics sont considérés comme accrédités.

Il ne faut pas confondre EES « privé » et EES « payant » : si tous les EES privés sont payants, les EES publics font acquitter des frais de formation à tous ceux qui n'obtiennent pas les « places budgétaires » (suite à leur résultat à l'EGE). Les étudiants « sous contrat » dans certains établissements publics prestigieux peuvent ainsi acquitter 7000 euros par an en Magistratura. Actuellement, environ 60% des étudiants financent eux-mêmes leurs études.

En 2012, pour la première fois, les EES privés ont eu le droit de participer au concours des universités pouvant recevoir des « places budgétaires » - ils n'en ont reçu que très peu, l'écrasante majorité étant destinée aux EES publics.

Qu'ils soient publics ou privés, il existe plusieurs types d'EES :

1.1.1 Les EES classiques, publics ou privés

Ils peuvent être très spécialisés ou très généralistes. La tendance de ces dernières années est à la « fusion » des universités spécialisées dans des universités plus généralistes (pour accroître leur masse critique, améliorer leur compétitivité).

Tous les EES ne sont pas des « Universités ». Il existe des « Académies » : EES en principe plus spécialisés (danse, peinture mais aussi marine, droit) et des « Instituts » qui sont des EES spécialisés où l'orientation professionnelle est souvent plus marquée. Dans ces deux derniers cas, l'appellation est souvent due à un héritage historique et le fonctionnement des académies et instituts ne diffère en fait pas beaucoup de celui des universités.

Il existe également en Russie des écoles de gestion, des EES techniques, et des EES militaires. Les universités sont dirigées par un recteur assisté de vice-recteurs. Habituellement, les universités sont divisées en facultés elles-mêmes subdivisées en chaires. Les facultés peuvent être thématiques (droit, géologie) ou transversales (enseignement à distance, etc.).

1.1.2 Les universités bénéficiant d'un statut particulier

En octobre 2009, le président Medvedev a lancé une nouvelle réforme courant sur une dizaine d'années, plus ambitieuse et plus profonde que les précédentes, afin d'améliorer la compétitivité des EES, en les rendant plus efficaces et plus visibles au niveau international. Un des objectifs avoués est de leur donner les moyens de lutter dans un secteur universitaire mondial beaucoup plus concurrentiel ; l'autre est de mieux lier l'université à la recherche, l'innovation et l'entreprise. Cette réforme a conduit à des créations d'établissements par regroupements (fusions-absorptions) et à une nouvelle classification des universités, qui en singularise une quarantaine :

** L'Université d'Etat de Moscou Lomonossov (MGU) et l'Université d'Etat de Saint-Petersbourg (SPbGU)*

En raison de leur enracinement historique, de leur prestige, de leur excellence et de leur taille, elles bénéficient d'un statut particulier qui leur donne le droit de délivrer leurs propres diplômes et de définir leurs propres standards d'enseignement (reconnus par l'Etat). Leurs recteurs sont nommés par le Président de la Fédération de Russie, qui leur alloue un budget (qui constitue une ligne spécifique du budget fédéral).

Ce sont les deux seuls EES russes à figurer dans le « classement de Shanghai », en 2013, respectivement, à la 79ème place et dans la dernière centaine.
<http://www.msu.ru/> et <http://spbu.ru/>

** Les universités fédérales*

Elles sont au nombre de 9 actuellement, toutes publiques, et ont été créées entre 2007 et 2009, en rassemblant plusieurs établissements régionaux d'enseignement supérieur, le plus souvent autour de l'université d'Etat généraliste de la capitale régionale. Ces créations ont obéi à des principes politiques et administratifs d'aménagement du territoire. Elles ont vocation à couvrir les besoins des régions en cadres qualifiés et en chercheurs, et sont censées représenter les pôles d'enseignement et recherche des 8 districts fédéraux russes. L'attribution (à titre permanent) du label « université fédérale » est assortie d'une forte hausse des financements fédéraux (143 millions d'euros sur 5 ans s'ajoutant au financement annuel de base) ; les universités doivent de leur côté apporter 30-40 % du montant du financement public (par les budgets régionaux, financement d'entreprises ou de RD). Leurs recteurs sont nommés par le gouvernement pour cinq ans. Elles ont un programme de développement sur dix ans (2018-2019). Ayant reçu le nouveau statut d'« établissement autonome », elles disposent de libertés académiques plus larges dans la définition de leurs programmes, et peuvent fonder des sociétés et ouvrir des comptes bancaires. En contrepartie, l'Etat n'est plus responsable des dettes en dernier ressort et il n'est théoriquement plus tenu d'assurer l'équilibre financier des établissements.

Liste des Universités fédérales :

Université Fédérale de la Baltique E. Kant, Kaliningrad, district Fédéral du Nord-Ouest (<http://www.kantiana.ru/>)

Université Fédérale d'Extrême-Orient, Vladivostok, district Fédéral d'Extrême-Orient (<http://www.dvfu.ru/>)

Université Fédérale de Kazan (Volga), Kazan, district Fédéral de la Volga (<http://www.kpfu.ru/>)
Université Fédérale du Nord (Arctique), Arkhangelsk, district Fédéral du Nord-Ouest (<http://narfu.ru/>)
Université Fédérale du Nord-Est M.K. Ammosov, Iakoutsk, district Fédéral du Nord-Est (<http://s-vfu.ru/>)
Université Fédérale du Caucase du Nord, Stavropol, district Fédéral du Caucase du Nord (<http://www.ncfu.ru/>)
Université Fédérale de Sibérie, Krasnoïarsk, district Fédéral de Sibérie (<http://www.sfu-kras.ru/>)
Université Fédérale de l'Oural B.N. Eltsine, Ekaterinbourg, district Fédéral de l'Oural (<http://urfu.ru/>)
Université Fédérale du Sud, Rostov-sur-le-Don, district Fédéral du Sud (<http://www.sfedu.ru/>)

** Les universités nationales de recherche*

Les universités nationales de recherche (UNR), label d'apparition récente, sont des centres universitaires généralement créés sur la base d'un seul établissement, le plus souvent avec une spécialisation dans des domaines de haute technologie. Une fois ce statut reçu elles sont souvent conduites à absorber des instituts techniques / de recherche hautement spécialisés de la région. Comme leur nom l'indique, elles visent essentiellement à rapprocher la recherche et l'enseignement (qui étaient traditionnellement séparés en Russie, la recherche s'effectuant auparavant surtout dans les instituts des Académies des sciences ou les centres de recherche liés directement aux ministères des domaines concernés). Le statut est décerné aux universités considérées comme les plus performantes dans leur domaine sur la base d'un concours portant sur les efforts de recherche effectués et prévus. Il s'agit de créer des pôles d'excellence de niveau mondial où seront donc solidement imbriqués recherche et enseignement. Ces universités doivent être capables de créer de la connaissance, d'assurer un transfert de technologies vers l'économie et de créer un large spectre de recherche fondamentale et appliquée. Elles sont invitées à intensifier les liens avec les entreprises et à créer elles-mêmes un réseau d'entreprises innovantes.

Ce statut est accordé pour 10 ans. En échange d'engagements spécifiques (internationalisation, développement des liens avec les entreprises en R&D, etc.), elles reçoivent des financements fédéraux substantiels (chacune reçoit 45 M d'euros pendant 5 ans) et doivent cofinancer leur programme de développement (à hauteur de 20 %). Contrairement aux universités fédérales, le statut d'UNR peut être retiré à une université si celle-ci ne remplit pas ses engagements.

Les UNR actuelles ont été établies en 3 vagues : 2 (sans concours) en 2008 (MIFI et MISiS 12 en 2009 et 15 en 2010 (sur concours).

Liste des Universités nationales de recherche à ce jour

Université d'Etat de Belgorod, Belgorod (<http://www.bsu.edu.ru/>)
Université d'Etat –Haut collège d'économie de Moscou, Moscou (<http://www.hse.ru/>)
Université technique d'Etat d'Irkoutsk, Irkoutsk (<http://www.istu.edu/>)
Université technologique d'Etat de Kazan, Kazan (<http://knitu.ru/>)
Université technique d'Etat de Kazan A.N.Tupolev, Kazan (<http://kai.ru/>)
Université d'Etat de Mordovie N.P.Ogariov, Saransk (<http://www.mrsu.ru/>)
Institut d'aviation de Moscou (Université technique d'Etat), Moscou (<http://www.mai.ru/>)
Institut de technologie électronique de Moscou (Université technique), Moscou (<http://www.miet.ru/>)
Université d'Etat de construction de Moscou, Moscou (<http://www.mgsu.ru/>)
Université technique d'Etat de Moscou N.E. Bauman, Moscou (<http://bmstu.ru/>)
Institut de physique et technologie de Moscou (Université d'Etat), Moscou (<http://mipt.ru/index.html>)
Institut de génie énergétique de Moscou (Université technique d'Etat), Moscou (<http://www.mpei.ru/>)
Université nationale de science de technologie MISiS, Moscou (<http://www.misis.ru/>)
Université nationale de recherche nucléaire MIFI, Moscou (<http://www.mephi.ru/>)
Université d'Etat de Nijni-Novgorod N.I. Lobatchevski, Nijni-Novgorod (<http://www.unn.ru/>)
Université d'Etat de Novossibirsk, Novossibirsk (<http://www.nsu.ru/>)
Université d'Etat de Perm, Perm (<http://www.psu.ru/>)
Université polytechnique d'Etat de Perm, Perm (<http://pstu.ru/>)
Université médicale russe d'Etat N. I. Pirogov, Moscou (<http://www.rsmu.ru/>)
Université russe d'Etat du pétrole et du gaz I.M. Goubkine, Moscou (<http://www.gubkin.ru/>)
Université aérospatiale d'Etat de Samara S.P. Korolev, Samara (<http://www.ssau.ru/>)

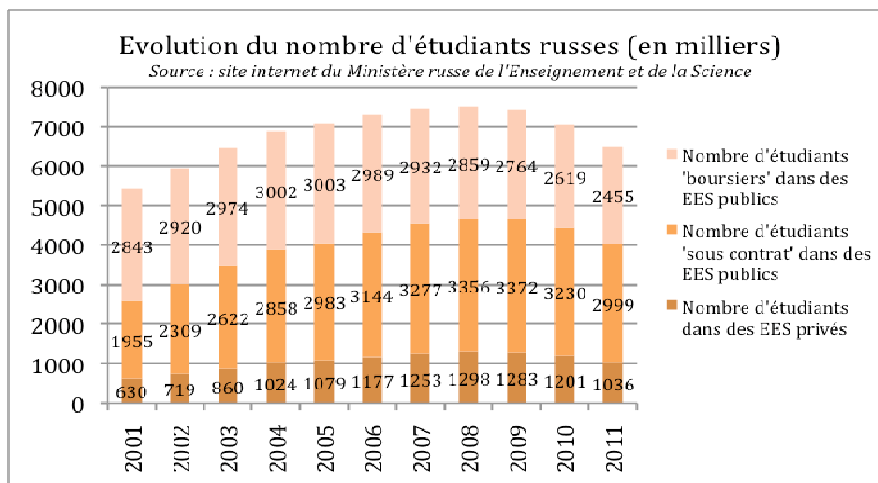
Université nationale des ressources minérales – Université des mines (ex. Institut des mines de Saint-Pétersbourg G.V. Plekhanov), Saint-Pétersbourg (<http://www.spmi.ru/>)
 Université polytechnique d'Etat de Saint-Pétersbourg, Saint-Pétersbourg (<http://www.spbstu.ru/>)
 Université d'Etat de Saratov N.G. Tchernychevski, Saratov (<http://www.sgu.ru/>)
 Université d'Etat des technologies de l'information, de mécanique et d'optique de Saint-Pétersbourg, Saint-Pétersbourg (<http://www.ifmo.ru/>)
 Université académique - Centre de recherche et d'enseignement en nanotechnologie, Académie des Sciences de Russie (RAN), Saint-Pétersbourg (<http://spbau.ru/>)
 Université d'Etat de Tomsk, Tomsk (<http://www.tsu.ru/>)
 Université polytechnique d'Etat de Tomsk, Tomsk (<http://tpu.ru/>)
 Université d'Etat de l'Oural du Sud, Tcheliabinsk (<http://susu.ac.ru/>)

1. 2. Le financement de l'enseignement supérieur

L'évolution du budget fédéral en faveur de l'enseignement supérieur traduit la volonté politique de réformer le secteur. Après une période de sous-financement dont le creux se situe en 1998-2000, les dépenses du budget fédéral pour l'enseignement supérieur ont augmenté de manière significative : elles sont passées de 1,5 milliards d'euros en 2003 à 10,5 milliards d'euros en 2012 (421 milliards de roubles). La part de l'enseignement supérieur dans les dépenses totales pour l'éducation a augmenté de 23% en 2004, à 70% en 2012 (budget fédéral pour l'éducation en 2012 : 586 milliards de roubles, soit 14,65 milliards d'euros). Toutefois, la part de l'enseignement supérieur en pourcentage de la production nationale reste faible (0,3% du PIB en 2003, 1,2% en 2011).

La structure du financement de l'enseignement supérieur repose ainsi sur deux composantes :

- des ressources d'origine publique, représentant jusqu'à 40% du financement des établissements, dont une partie provient du budget fédéral et l'autre des budgets régionaux et locaux.
- des ressources propres, assurées par les frais d'inscription et les revenus des activités commerciales (entre autres location de locaux). Pour l'essentiel, ces fonds proviennent des étudiants qui financent leur scolarité (62% des étudiants en général et 55% des étudiants du public), des familles (cours payants préparant au concours d'entrée à l'université) et des activités commerciales et para-commerciales des établissements.



1.3 Evolution du système russe d'éducation et perspectives

La Russie s'est engagée dans une réforme de son système d'enseignement supérieur qui poursuit deux objectifs : accroître l'autonomie et la visibilité internationale de leurs universités. La création d'universités fédérales (7, une par district fédéral) et un nouveau statut d'université nationale de recherche conféré (pour 5 ans) à 29 universités s'inscrivent dans la Stratégie « Russie innovante 2020 » rendue

publique en 2010 par le ministère du développement économique. Les universités, qui doivent développer un cycle complet d'innovation, sont désormais placées au cœur de la stratégie de modernisation du pays. La Russie participe au processus de Bologne depuis 2003. La loi du 5 octobre 2007 prévoit l'introduction définitive du processus dans les établissements russes au plus tard en 2013 (oukase présidentiel).

* *La quarantaine d'EES « à statut »* ainsi singularisés ont vocation à constituer le groupe des « EES leaders » de la Russie.

Le précédent Ministre de l'éducation, A. Foursenko avait coutume de déclarer qu'une cinquantaine d'EES russes au plus avaient le potentiel d'être réellement compétitifs au niveau international et de servir de moteur pour l'innovation. Le ministère et le gouvernement actuels poursuivent dans cette ligne.

Ainsi, outre les financements fédéraux beaucoup plus importants qui leur sont accordés, environ 30 % des places budgétaires (formation gratuite) de niveau Master sont partagées entre ces seuls EES.

La loi fédérale du 29 décembre 2012 « sur l'enseignement en Fédération de Russie » confirme cette orientation : à compter du 1er septembre 2013, ces 40 EES sont les premiers et les seuls autorisés à reconnaître selon leurs propres critères et standards (qu'ils devront cependant communiquer au Ministère pour validation) les diplômes et les niveaux d'enseignement acquis à l'étranger. Rappelons que pour toutes les autres universités russes, la reconnaissance n'est automatique que pour les diplômes d'établissements étrangers figurant sur la liste définie par le gouvernement — actuellement celle qui est annexée au décret du 21 mai 2012 (qui comprend 212 EES, dont 5 français : ENS Ulm, Polytechnique, Pierre et Marie Curie - Paris 6, René Diderot – Paris 7, et l'Université de Strasbourg).

Ces universités sont donc en train de devenir nettement plus « autonomes » que les autres, même si le Ministère garde toujours un rôle central et prépondérant dans l'ES russe (il définit les « standards » d'enseignement, valide les « plans d'enseignement » des EES, définit les grilles des salaires, le montant des bourses, les règles de recrutement des étudiants et des professeurs, le nombre de places budgétaires pour chaque filière par branche et par région, les modalités de la gestion budgétaire, etc.).

* *Universités effectives et non effectives*

Après une période au cours de laquelle les EES ont bénéficié de moins de moyens, au début des années 2000, le gouvernement russe cherche depuis 2008-2009 à réduire le nombre d'établissements, tout en ciblant les plus compétitifs qui obtiendront un financement supplémentaire pour pouvoir augmenter la qualité des formations dispensées et mieux se positionner à l'international.

Dans cette perspective, en novembre 2012, le Ministère de l'Education et de la Science a mené une expertise sur les universités russes publiques (portant sur 502 universités d'Etat et 930 filiales) à l'issue de laquelle 136 établissements ont été jugés « non-effectifs » et, par conséquent, appelés à se restructurer en profondeur ou à disparaître. La publication de cette expertise, dont les critères ont été très contestés, a davantage constitué un avertissement qu'une véritable étude approfondie de la qualité desdits EES. D'ailleurs, le Ministère a, depuis, revu à la baisse le contenu de cette liste : depuis avril 2013, celle-ci ne compte plus que 30 EES. Quoi qu'il en soit, le ministre D. Livanov prévoit à moyen terme une réduction du nombre des établissements publics de 20% et de leurs succursales de 30%, après vérification de leur conformité aux critères de qualité du ministère.

Le Ministère de l'Education a annoncé une nouvelle enquête sur les EES à l'automne 2013. D'autres critères seront pris en compte, en particulier pour mesurer l'articulation du système d'enseignement supérieur russe au marché du travail et déterminer les EES non-performants dont les diplômés ont le plus faible taux d'emploi un an après leur sortie.

* *Buts stratégiques affichés pour l'enseignement supérieur russe*

En juillet 2012, le Président Poutine a promis d'investir 175 millions d'euros dans le Programme « Développement de l'enseignement », pour placer à l'horizon 2020 cinq universités russes dans les 100 premières des classements internationaux. Parmi les autres objectifs visés d'ici à 2020 figurent : une part de 10% du marché mondial de l'ES (4 % aujourd'hui), un revenu obtenu par le biais des étudiants étrangers de 5 milliards de dollars, des salaires enseignants comparables aux moyennes des pays développés, l'émergence de plusieurs universités et laboratoires universitaires de recherche capables de rivaliser avec leurs meilleurs homologues occidentaux.

II. Organisation des études, enseignements dispensés

2. 1. Entrée dans l'enseignement supérieur

Les étudiants russes entrent dans les établissements d'enseignement supérieur à 17 ans, très généralement sur concours, à l'issue de 11 années d'études primaires et secondaires. Ils débent donc leur cursus universitaire un an plus tôt que les étudiants français. La sélection est forte et les mieux classés bénéficient d'une scolarité gratuite dans la plupart des universités publiques (étudiants « budgétaires », dont les frais de scolarité sont pris en charge par l'Etat ; selon un calcul de 170 places budgétaires pour 10000 habitants). L'attribution par disciplines de ces places budgétaires est un moyen pour l'Etat russe de favoriser certaines matières (en l'occurrence, dans la période actuelle, sciences de l'ingénieur, mathématiques et physique) au détriment d'autres (sciences humaines et pédagogiques). Les autres étudiants peuvent, quant à eux, entrer dans les établissements d'enseignement supérieur en étant moins bien classés s'ils consentent à payer leurs frais de scolarité (étudiants « sous contrat »). Les frais sont très variables d'un établissement à l'autre, d'une discipline à l'autre, et dépendent souvent du rang de classement au concours. Ils peuvent varier de 400 à 8 000 € par an.

Depuis 2009, aux concours organisés par facultés et par EES s'est progressivement substitué l'« Examen unifié d'Etat » (EGE — se prononce « yégué »), série de tests destinée à unifier l'évaluation des élèves à l'issue des études secondaires. L'admission à l'université repose pour certains EES uniquement sur le résultat au EGE et la prise en compte des résultats dans le secondaire ; pour d'autres, s'y ajoute un entretien, et parfois un examen spécifique.

2. 2. Les cursus

Depuis 2003, le gouvernement russe a fait le choix politique d'adhésion au processus de Bologne qui vise à construire un espace européen de l'enseignement supérieur, et donc du passage au système LMD.

Selon un décret de 2007, à partir du 31 décembre 2010, tous les EES russes étaient censés proposer des cursus conforme au système de Bologne, et à partir de la rentrée 2013, le cursus traditionnel de « spécialiste » (en cinq ans) était censé avoir disparu. Mais la réforme, qui a rencontré de nombreuses résistances (en particulier liées à l'instauration du diplôme de niveau L, considéré comme « au rabais ») est loin d'être aisée à mettre en œuvre et n'est pas encore achevée. En particulier, le système de transfert et d'accumulation de crédits (ECTS) est très lentement adopté. En Russie, seuls quelques grands EES d'Etat (et de rares établissements privés) très ouverts sur l'international prévoient et octroient actuellement de tels crédits, même si tous les EES ont vocation à intégrer ce système dans leurs programmes dans les prochaines années.

Ainsi, deux types de cursus sont toujours proposés par les établissements russes :

- le cursus « traditionnel » de Spécialiste qui correspond à 5 années d'études supérieures;

Il est en voie de résorption, et a vocation à disparaître.

Cependant la formation de « spécialiste(s) » est maintenue pour des formations ayant trait à la sécurité, aux métiers militaires, à la médecine, ainsi qu'à certains métiers artistiques et culturels (une liste de ces formations est validée par le Ministère)

- depuis la rentrée 2011, un cursus européen « à deux niveaux » de type Licence-Master, comportant un Bakalavriat en 4 ans (pour compenser le cycle d'enseignement secondaire qui ne dure que onze ans), suivi d'une Maguistratura en 2 ans.

- notons que les études doctorales sont considérées en Russie comme « post-universitaires »

2.3 Les diplômes

* *Bakalavriat*

Le Bakalavriat est désormais le premier diplôme de l'enseignement supérieur en Russie. Le cursus complet dure quatre ans et concerne tous les domaines, sauf la médecine (mais il existe une spécialité « soins infirmiers »). Des examens ont lieu à la fin de chaque semestre. La rédaction d'un mémoire est souvent demandée en dernière année. Un stage pratique de 6 semaines, facultatif mais vivement recommandé, est également souvent inclus dans la formation. Il s'agit d'une formation généraliste découlant du processus de Bologne. Le Bakalavriat est reconnu comme diplôme de formation professionnelle supérieure et permet à son détenteur d'exercer une activité professionnelle, ou de poursuivre ses études dans la même voie en Maguistratura, ou de se réorienter.

* *Spécialiste*

Le diplôme de Spécialiste sanctionne cinq années d'études supérieures et couvre toutes les spécialités. Il s'agit du diplôme traditionnel du système d'enseignement supérieur russe, qui remonte au modèle allemand du XIXe (Humboldt), et qui fut conservé car jugé adéquat pour former les professionnels dont l'URSS avait besoin. Des examens ont lieu à chaque fin de semestre, et un mémoire doit être rédigé et soutenu en dernière année. Il s'agit d'une formation diplômante à visée professionnelle : le Spécialiste est assorti d'un qualificatif (« ingénieur », « économiste », « agronome », « mathématicien », « linguiste », « médecin », etc.). Le diplôme d'Etat ouvre l'accès à la pratique professionnelle correspondante, mais l'étudiant peut également poursuivre en Maguistratura, ou bien s'inscrire directement en Aspirantura (Doctorat). (Ou en Internatura pour les médecins).

* *Maguistratura*

Le diplôme de Maguistratura s'obtient en deux ans après le Bakalavriat ou en un an au moins après le diplôme de Spécialiste, si l'on suit le cursus « traditionnel ». Pour entrer en Maguistratura, il faut passer des examens ou un entretien, selon les procédures mises en place au choix des EES. Si l'étudiant postule pour une Maguistratura d'un autre domaine que son Bakalavriat, il doit obligatoirement passer un examen d'admission. L'étudiant doit rédiger et soutenir un mémoire de recherche, et passe également des examens. La Maguistratura est un diplôme d'Etat qui permet l'exercice d'une activité professionnelle. Tout comme le diplôme de Spécialiste, il permet de poursuivre un cursus « post-universitaire », c'est-à-dire de préparer une thèse en Aspirantura.

* *Kandidat naouk (Doctorat), à l'issue de l'aspirantura*

En Russie, le cursus de doctorat (connu sous le nom d'aspirantura, et rebaptisé dans la nouvelle loi sur l'enseignement « programme de préparation des cadres hautement qualifiés ») est un cursus à part entière, distinct du parcours dit « universitaire ». Le parcours dure trois ans, au cours desquels le doctorant doit passer plusieurs examens (histoire et philosophie des sciences, langue étrangère, examen de discipline) avant de rédiger une thèse. Il doit impérativement publier avant soutenance, dans des revues figurant sur une liste publiée par la Haute Commission d'Attestation (VAK), dépendant du Ministère de l'Education, qui règlemente tout le cursus doctoral en Russie. A l'issue de la soutenance, il obtient le grade de « Kandidat naouk » (« candidat ès sciences ») dans la discipline considérée. S'il occupe une fonction dans l'enseignement supérieur, il est comparable à un maître de conférences en France.

* *Doktor naouk, à l'issue de la doktorantura*

La doktorantura est un cursus débouchant sur une qualification supérieure ouverte au « Kandidat naouk », et confère, à l'issue d'une soutenance, le grade de « Doktor naouk » (« docteur ès sciences »). Elle repose sur la rédaction d'une thèse de haut niveau. Elle peut être comparée à l'ancien Doctorat d'Etat, ou de l'actuelle l'habilitation à diriger des recherches. Pour pouvoir postuler aux fonctions de Professeur dans l'université russe, il faut être Doktor naouk.

	Cursus traditionnel (en voie de résorption)	Cursus "européen" (désormais la norme)
9		Aspirantura 3 >> Diplôme de "Kandidat Naouk " (Docteur)
8	Aspirantura 3 >> Diplôme de "Kandidat Naouk " (Docteur)	Aspirantura 2
7	Aspirantura 2	Aspirantura 1
6	Aspirantura 1	Maguistratura 2 >> Diplôme de Maguistratura
5	Specialitet 5 >> Diplôme de Spécialiste	Maguistratura 1
4	Specialitet 4	Bakalavriat 4 >> Diplôme de Bakalavriat
3	Specialitet 3	Bakalavriat 3
2	Specialitet 2	Bakalavriat 2
1	Specialitet 1	Bakalavriat 1
17 ans : <i>Attestat</i> puis EGE (examen unifié d'Etat) -- concours d'entrée à l'université après 11 ans d'enseignement primaire et secondaire		

III- Principaux atouts du système d'enseignement supérieur

- Très fort taux de scolarisation, et de diplômés de l'enseignement tertiaire : sur une population âgée de 25 à 64 ans : 54% (1^{er} sur 41 pays). Moyenne OCDE : 31 % (*Rapport de l'OCDE « Regards sur l'éducation 2012 »* ; données 2010)
- Contexte positif pour la coopération : forte incitation récente à l'internationalisation de la part du Ministère et des Régions (les budgets des établissements publics sont désormais directement indexés sur le degré d'internationalisation (nombre d'étudiants en mobilité, d'étudiants et de chercheurs internationaux accueillis, d'accords signés, etc.))
- Emergence d'une quarantaine d'universités (fédérales et UNR) très bien dotées, qui se tournent activement vers la coopération internationale
- Très bon niveau de formation dans un grand nombre de disciplines scientifiques, techniques, sciences de l'ingénieur
- Le « marché de l'enseignement supérieur » est assez saturé à Moscou et Saint-Pétersbourg, où la concurrence (internationale) est forte, mais il existe un grand potentiel de coopération dans les régions (en particulier avec les Universités fédérales et UNR) encore peu exploré par d'autres pays
- Francophilie toujours forte, malgré un lent déclin de la francophonie

IV- Coopérations existantes avec les établissements d'enseignement supérieur

a) français

La France est actuellement la 4ème destination des étudiants russes en mobilité après l'Allemagne, les Etats-Unis et l'Ukraine. 2 000 étudiants russes ont effectué une mobilité d'études longue (supérieure à trois mois) en 2012-2013. Une part croissante de la mobilité étudiante s'inscrit dans le cadre de coopérations structurées (aujourd'hui : 50 %), ce qui permet à la mobilité étudiante de devenir un point d'appui de relations de coopération et d'échanges plus diversifiées.

Les accords de coopération

On recense 450 accords de coopération simple (échange d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs) et 140 accords de double diplôme ; dans ce domaine, la France est leader incontestable, loin devant l'Allemagne (autour de 80) et le Royaume-Uni. Si une partie plus ou moins définie des accords simples est indéniablement dormante, les doubles diplômes connaissent, en revanche, une expansion considérable (89 accords recensés en 2010), à laquelle ce poste attache une attention particulière.

C'est en économie-gestion-droit (55 accords) ainsi qu'en ingénierie-technologies-sciences (54) que les accords de DD se sont le plus développés, à l'inverse des disciplines littéraires et des sciences humaines (10). Outre, sans doute, une plus grande facilité pour mettre en place des maquettes communes dans les domaines mentionnés, une raison à cela est que les EES, tant français que russes, cherchent d'une part à adapter leurs programmes de formation aux attentes du marché de l'emploi, et d'autre part prennent conscience du haut potentiel de coopération dans le domaine des sciences et de l'ingénierie, jusque là moins activement exploré.

Dans les coopérations récemment mises en place, on constate une double évolution récente : la diversification des disciplines (médecine, agriculture, tourisme) et le souci de débouchés sur le marché international du travail. Les disciplines les plus représentées restent les sciences exactes, l'ingénierie et le commerce, l'économie et la gestion). Certaines de ces coopérations sont très solides, comme celle du Haut Collège d'Economie de Moscou et Paris I ou celle du MGIMO (Institut des relations internationales de l'université d'Etat de Moscou) et de l'IEP de Paris. Les écoles centrales, l'ENISE de Saint-Etienne, l'université de Nice Sophia Antipolis sont également très actives en Russie.

Une coopération franco-russe dynamique

Les partenaires locaux témoignent d'un vif intérêt pour la coopération avec les EES français, principalement dans les domaines mentionnés ci-dessus. Les 9 universités fédérales et les 29 universités nationales de recherche (UNR), qui reçoivent des crédits considérables du budget fédéral, ont pour priorité le développement de leurs coopérations internationales. Le nombre d'accords internationaux et d'étudiants étrangers est en effet un des critères pris en compte par le Ministère russe de l'Enseignement et de Science pour le maintien du label UNR et le niveau de financement des universités. Le climat est donc favorable à la mise en place de nouveaux partenariats.

Des initiatives régionales visent à développer et valoriser le potentiel de coopération et de recherche de certaines régions russes, comme la Sibérie. S'est ainsi mis en place en 2012-2013 un Centre franco-sibérien de formation et de recherche, sous l'égide de l'Académie des Sciences (branche sibérienne) russe et du CNRS, dont sont membres 23 universités et instituts de recherche français, et 15 russes. Signalons que les universités sibériennes ont mis en place avec les EES français, au niveau Master le plus souvent, 35 DD – soit le quart de tous les accords de DD avec la Russie. Et les flux étudiants sont en augmentation entre Sibérie et France : ainsi près de 200 étudiants sibériens sont partis en 2012 en études longues (plus de 3 mois) vers la France au niveau Licence ou Master. Le plus remarquable est le fort taux d'encadrement de cette mobilité, qui montre le niveau de structuration de cette coopération : plus de 80 % de ces départs se font dans le cadre d'accords interuniversitaires et de doubles diplômes. Le quart des bourses d'études ont été attribuées en 2013 à des étudiants sibériens.

Les futures coopérations devraient être facilitées par l'accord de reconnaissance des diplômes et des niveaux actuellement en négociation entre la France et la Russie. Un premier accord de reconnaissance du doctorat a été signé en 2003. Cet accord est reconduit tacitement tous les 5 ans. Lors du Séminaire intergouvernemental de fin novembre 2012, les deux pays sont convenus de préparer un nouvel accord, pour tous les niveaux d'études. Les objectifs de cet accord sont la levée des obstacles qui freinent le développement des cotutelles de thèse (la réglementation russe rendant nécessaire une double soutenance, en France et en Russie) et la prise en compte des périodes d'études effectuées dans le pays partenaire (qui vise à supprimer les difficultés rencontrées par les étudiants (français ou russes) engagés dans des cursus d'écoles d'ingénieur et de commerce françaises). La suppression de ces

difficultés favorisera la mobilité des étudiants entre la France et la Russie. La signature de l'accord est envisageable dans des délais rapprochés.

Malgré tout, l'essor de la coopération, et des doubles diplômes en particulier, est freiné, surtout dans certaines disciplines par :

- le goulot d'étranglement des capacités linguistiques : trop peu d'étudiants français ont la maîtrise du russe pour alimenter des flux d'échanges importants. Du côté russe, la pratique du français est un peu plus répandue mais elle reste un facteur bloquant en particulier dans des secteurs très prometteurs en termes d'échanges (ingénierie par exemple). Et les partenaires russes sont souvent déçus de découvrir le peu de formations en anglais offertes par certains EES français qui seraient très pertinents dans leur domaine ;
- l'asymétrie des flux dans les échanges, et par le faible taux de retour des étudiants russes dans les instituts de recherche, qui, à terme, freinent l'ardeur de certains EES russes à nouer des partenariats.

IV. Coopérations existantes avec les établissements d'enseignement supérieur **b) d'autres pays, notamment européens**

* *L'Allemagne* est de loin la 1ère destination choisie par les étudiants russes. De 8 à 10 000 étudiants russes s'inscrivent annuellement dans un EES allemand. Le DAAD, qui dispose pour cela d'un budget conséquent (près de 20 millions d'euros, soit 15 fois celui de la coopération universitaire française), mène une politique active de financement de la mobilité. Sur les 700 partenariats liant les universités russes et allemandes, environ 140 sont accompagnés par le DAAD. Et chaque année 3000 étudiants, doctorants et jeunes chercheurs partent en Allemagne dans le cadre de mobilité encadrée également financée par le DAAD, pour un séjour allant de quelques semaines à un semestre. Le DAAD propose 26 programmes de bourses, 18 intégralement financés et 8 en cofinancement avec des partenaires russes : 2 avec le Ministère de l'Education et de la Science (« Lomonosov », centré sur sciences naturelles et techniques, « Kant », sciences humaines, sociales, économiques, et juridiques), 3 avec des sujets de la Fédération (2 avec le Tatarstan, 1 avec la Tchétchénie), 3 avec des universités spécifiques. Outre le bureau de Moscou, il existe trois autres Centres (à Saint-Pétersbourg, à Novossibirsk et, récemment ouvert, à Kazan). La coopération allemande s'appuie enfin sur un réseau dense et bien implanté de lecteurs correspondants, ainsi que de lecteurs stagiaires et de professeurs allemands présents dans 30 universités.

* *Les Etats-Unis* sont la 2e destination choisie. 4 800 étudiants russes se sont inscrits dans les établissements américains pour l'année universitaire 2011-2012. Ce chiffre est en stagnation depuis plusieurs années. La mobilité russe vers les Etats-Unis a baissé de près de 30% depuis 1999 où elle culminait à 7 000 étudiants russes inscrits dans les établissements d'enseignement supérieur américains. Les Etats-Unis sont entrés dans une stratégie de reconquête.

L'agence *EducationUSA* (dont le premier bureau a ouvert en 1993) compte aujourd'hui 22 points de contacts sur le territoire russe, un réseau constitué en majorité des *American councils* et *American corners*. La très grande majorité de la mobilité étudiante vers les Etats-Unis se fait de façon individuelle, mais le nombre de partenariats se développe. Il n'existe pas à ce jour de chiffre officiel concernant les partenariats entre les universités russes et américaines. Il n'y a pas, en effet, d'organisme centralisant ces partenariats noués au cas par cas.

Le programme Fulbright finance annuellement la mobilité d'environ 130 Russes et 70 Américains.

* *Le Royaume-Uni* est la 5e destination choisie, derrière la France. 4000 étudiants russes étaient inscrits en 2012 dans des EES anglais. Le British Council est l'opérateur de la politique d'échanges éducatifs en Russie mais son action a été affaiblie par la fermeture de ses bureaux en décembre 2007 faisant suite au conflit diplomatique qui a opposé la Russie et le Royaume-Uni à cette même période. Avant cette date, le British Council disposait de deux centres en région à Saint-Pétersbourg et à Ekaterinbourg. Il n'est aujourd'hui plus présent qu'à Moscou. En matière de coopération universitaire, son action se limite à un rôle de médiateur par l'organisation de conférences ou de rencontres ad hoc entre établissements russes et britanniques. Aucune statistique n'est établie par lui s'agissant du nombre de

partenariats existants. Le British Council ne dispose pas d'activité ou de personnel dédiés à la promotion de l'ES britannique en Russie. Le site internet, *Study in the UK- Russia*, en russe, constitue l'unique portail d'accès pour les étudiants russes aux universités britanniques.

Les étudiants russes peuvent être éligibles à des bourses du gouvernement qui sont distribuées par l'Ambassade de Grande-Bretagne. Elles sont regroupées au sein du programme international de bourses Chevening. Certaines sont cofinancées par la banque HSBC, la Kingston University London, l'University of Westminster et la Sheffield Hallam University. Pour l'année universitaire 2012-2013, 15 étudiants russes ont bénéficié d'une bourse, très généreuse, pour une formation en troisième cycle.

* Signalons le dynamisme récent des *Pays-Bas*. Le NUFFIC Neso est actif en Russie depuis 2008. En 5 ans la mobilité étudiante vers les Pays-Bas a augmenté de 68%. 600 étudiants russes sont partis étudier aux Pays-Bas en 2012. Les universités néerlandaises ont développé près de 100 accords de coopération avec des universités russes. Cependant les restrictions budgétaires ont conduit le NUFFIC à annuler en 2012 son programme de bourses et à différer l'ouverture de bureaux supplémentaires.

V. Orientation à donner à la coopération franco-russe

- Dépasser les blocages linguistiques : en développant des **mécanismes incitatifs à l'enseignement du français**, en particulier dans les universités polytechniques et plus généralement dans les facultés non linguistiques (ex. mise en place de programmes de bourses linguistiques ciblées ; réimplantation de lecteurs de français (et de lecteurs de russe en France), à co-financer par les partenaires universitaires

- Favoriser la reconnaissance des diplômes et des cursus : le poste travaille conjointement avec le MESR à un **accord bilatéral** qui couvrira tous les niveaux d'études, du baccalauréat au doctorat. Des avancées ont été enregistrées (reconnaissance des spécificités du système des Grandes écoles françaises, intégration du baccalauréat dans l'accord).

- Tempérer la forte asymétrie des flux, ainsi que la crainte, côté russe, du non-retour de leurs étudiants : à cette fin, le poste soutient une mobilité encadrée (coopérations structurées, accords interuniversitaires et doubles diplômes recensés. La **plate-forme UNIFR** (site internet et « réseau social » de la coopération universitaire franco-russe, regroupant actuels et anciens étudiants des programmes franco-russes, universités, institutions et entreprises françaises et russes impliquées) est un outil crucial de cet accompagnement (<http://www.unifr.org>). Les universités françaises doivent de leur côté jouer le jeu en incitant leurs étudiants à effectuer une mobilité en Russie dans le cadre des accords ;

- Développer la visibilité, pour les étudiants, sur les possibilités d'emploi en franco-russe : le poste organise chaque année, depuis 2007, un **forum franco-russe du Premier emploi**, pour mettre en contact étudiants et jeunes diplômés de programmes franco-russes, et entreprises françaises ;

- Augmenter la présence en région, où existe un fort potentiel scientifique : les 3 représentations **Campus France** dans les régions (+1 à Moscou et 1 à Saint-Pétersbourg, qui concentrent 70% des départs en mobilité vers la France) ne permettent pas de couvrir le territoire russe. Le poste a développé un réseau complémentaire de **25 points d'information**, et a accru sa **coopération avec les autorités régionales** (ex. : programme de bourses Henri Poincaré monté en cofinancement avec le Tatarstan, que le poste souhaite développer avec d'autres régions – Tomsk, Novossibirsk, Samara, ... – avec participation des entreprises concernées) ;

- Développer des moyens d'action en partenariat : le budget du secteur universitaire est constitué à 80% par les bourses, et en 2013 ont été attribuées 161 bourses, dont 71 bourses d'études complètes (de 9 mois, avec versement d'indemnité de vie), via un système de candidatures en ligne (<http://www.bgfrussie.ru/fr>) – mais cela reste insuffisant au vu des potentialités qu'offrent la Russie. Le poste travaille activement à développer des **programmes de bourses cofinancées avec les entreprises et universités françaises et russes** (réalisé avec RUSAL, Auchan, Atak, ENS Cachan ; en discussion avec Renault-AvtoVaz, Decathlon, et d'autres) ;

- Promouvoir l'offre française de formation et de recherche en sciences de l'ingénieur : le poste y consacre une part importante de ses moyens (par des bourses, missions, invitations). L'objectif du poste est également de favoriser les coopérations dans les **secteurs de technologies avancées** (aéronautique, spatial, transports ferroviaires, énergie, TIC, agro-alimentaire) dans lesquels les entreprises des deux pays sont engagés dans des partenariats industriels. Les Rencontres innovation de novembre 2013 à Paris et Grenoble (mission de haut niveau d'une douzaine d'EES polytechniques

russes, organisée en partenariat avec Schneider Electric et le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche français) vont dans ce sens ;

- Structurer une action dispersée de la part des EES français, en partie due à leur connaissance parfois insuffisante du contexte académique et économique russe : le poste contribue à la structuration de **réseaux sectoriels franco-russes**, voués à perdurer, par l'organisation de rencontres universitaires thématiques, associant les entreprises des secteurs concernés : tourisme (Sotchi 2012), agro-ingénierie (Bordeaux 2011, Moscou mai 2014), activités ferroviaires (Moscou avril 2014), architecture et urbanisme (2014), aéronautique (2015), ...

- Améliorer le suivi des anciens des divers programmes franco-russes : le poste travaille à une meilleure **valorisation du réseau des anciens** (boursiers notamment).

VI. Contacts utiles

Secteur universitaire de l'Ambassade de France en Russie :

Attaché de coopération universitaire : Guillaume GARRETA
guillaume.garreta@diplomatie.gouv.fr

Attachée de coopération : Fanny SAADA
fanny.saada@diplomatie.gouv.fr

Assistant du secteur universitaire : Sergueï SHIKALOV
serguei.shikalov@diplomatie.gouv.fr ; + 7 495 937 15 42

Chargé de mission universitaire : Stéphan LEWANDOWSKI
stephan.lewandowski@diplomatie.gouv.fr

Chargée de mission bourses : Pauline PEREZ
pauline.perez@diplomatie.gouv.fr

Chargée de mission Campus France : Charlotte VOGEL
charlotte.vogel@diplomatie.gouv.fr

Sites

Site de la coopération universitaire franco-russe :
<http://www.unifr.org>

Site des bourses du gouvernement français et des programmes partenaires
<http://www.bgfrussie.ru/fr>

CampusFrance Russie
<http://www.russie.campusfrance.org>